

# Paul Magnette, enfin taille patron

WALLONIE Le litige avec l'Europe sur le traité Ceta a transformé le ministre-président

- Le Carolo a pris une autre dimension depuis qu'il défie l'Europe à propos du traité Ceta avec le Canada.
- Difficile d'encore lui reprocher de ne pas s'investir à 100 % dans sa fonction.

PORTRAIT

On nous a changé le Carolo ! Au point de pratiquement ringardiser le refrain seriné par l'opposition depuis le début de la législature : Paul Magnette n'habite pas la fonction, il n'est pas à la hauteur, il ne remplit pas sa fonction de ministre-président à 100 %... Sa motivation laisserait à désirer, entendait-on aussi. Il en prenait

pour son grade, le quadra : au fond, la Wallonie, ce n'était pas son truc, encore moins son premier choix. Le destin de l'ancien professeur serait européen, rien de moins. Il suffit d'ailleurs de lire sa bio et de consulter sa bibliographie pour s'en convaincre.

S'ajoutait à tout ce qui précède ce côté « part-time » attribué au bourgmestre empêché de Charleroi. Bien que Paul

Magnette s'en défende, cette double casquette a fait beaucoup pour nourrir les discours de ceux qui voyaient l'Elysette comme une simple escale dans le parcours d'un homme que d'autres voient un jour présider le PS, pour de bon cette fois.

Mais donc, le litige qui oppose la Wallonie aux libéraux, au gouvernement fédéral, à l'Union européenne et au Cana-

da (rien que ça !) à propos du traité Ceta a transfiguré le ministre-président. La multiplicité des adversaires et la dimension totalement inédite de cette polémique lui permettent de donner sa pleine mesure dans le domaine où il se sent le plus à l'aise depuis longtemps : l'Europe et son avenir.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, Magnette n'est pas devenu anti-européen primaire du jour au lendemain. C'est même sa passion inextinguible pour la construction européenne qui l'anime dans le combat qu'il mène aujourd'hui : « *Aimer l'Europe, ce n'est pas accepter tout ce qu'elle propose, a-t-il encore répété ce lundi au parlement wallon. C'est*

*parce que j'aime l'Europe et que j'y crois que je refuse de céder sur un dossier d'une telle importance.* »

Le Carolo n'a pas attendu le Ceta pour engager le bras de fer avec l'Union et sa commission. Depuis le début de la législature, il s'est distingué en exigeant des mesures pour lutter contre le dumping social, en plaidant pour la prolongation des fonds de cohésion ou en dénonçant l'absence de politique communautaire contre la fraude fiscale. Mais il s'insurge surtout contre le pacte de stabilité, l'austérité, les normes comptables ou les règles en matière d'investissement qui empêchent sa région de respirer. Alors oui, il le revendique : « *Ce déficit de 300 millions au budget 2017 est un "bon déficit" parce que c'est maintenant que la Wallonie doit investir.* » Et zut à l'Europe !

« **Oser désobéir** »

On avait compris lors des Fêtes de

Wallonie que Paul Magnette ne transigerait plus dans le différend qui l'oppose à une certaine Europe, dont il ne veut pas parce qu'elle bride la croissance dont la Wallonie a tant besoin. Face à un fameux parterre de personnalités politiques et économiques, le ministre-président avait lâché une petite phrase lourde de sens : « *C'est dans l'intérêt même de l'Union européenne que, parfois, il faut lui désobéir.* »

Le Ceta, et peut-être un jour le TTIP négocié avec les Etats-Unis, mais aussi le déficit budgétaire et le retour à l'équilibre qui n'est plus un tabou : tout cela est l'expression d'un même ras-le-bol, d'une capacité à dire non presque au-delà du raisonnable qui étonne et qui force le respect au PS et au CDH, mais aussi dans l'opposition Ecolo et PTB, sur ce coup-là.

Magnette, ces jours-ci, c'est enfin « taille patron ». Il mène un combat dont il n'est pas loin de penser qu'il marquera l'Histoire. Alors que le MR l'accuse d'isoler la Wallonie, il assume : « *Si le succès est au bout de la route, si nous parvenons à modifier ce traité, le premier d'une nouvelle génération, il s'agira d'une victoire extraordinaire pour la société civile, le parlement et le gouvernement wallons. Et s'il faut annuler le sommet avec le Canada, je le regretterai. Mais il y a des moments de cristallisation qui imposent de dire stop !* »

La Wallonie met le feu à l'Europe, elle le doit pour une bonne part à son ministre-président qui s'est fait un nom à l'échelle du continent, à commencer lors de ce mini-trip « de l'Elysette à l'Elysée » qui a marqué les esprits. ■

ÉRIC DEFFET

SÉANCE PLÉNIÈRE

**Chacun dans son rôle**

Un débat en plénière sur une note de politique générale du gouvernement, c'est une première en Wallonie, qui s'ajoute au discours de rentrée de septembre, à celui sur « l'état de l'union » du printemps, sans oublier le grand débat budgétaire de décembre. L'ambition est louable : hausser le niveau du débat politique régional et lui assurer une plus grande visibilité. Manque de bol cette fois : l'exercice s'est déroulé en même temps que le débat à la Chambre sur le budget fédéral. Rien de neuf à l'horizon : le ministre-président et les chefs de groupe de la majorité ont aligné les projets marquants de la saison 2016-2017. Ils sont connus : allocations familiales, contrat d'insertion, assurance autonomie, aides à l'emploi, réforme fiscale... Pour tout dire, on en parle depuis le début de la législature, ce que n'a pas manqué de noter Pierre-Yves Jeholet pour le MR : « *On tourne autour du pot, là, c'est pour quand ?* » Dans l'opposition aussi, Ecolo est sceptique : « *Un beau et grand discours de Paul Magnette, mais le problème reste le grand écart entre les paroles et les actes.* »

En fait, il a manqué un élément fort, une surprise du chef dans cet après-midi ronronnant. A méditer pour la prochaine fois.

E.D.